

Application de l'article 7 du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal.  
Proposition de motion des groupes de la majorité (PS-Vooruit-Les Engagé.e.s-Ecolo-Groen-Défi), relative au projet d'accord de libre-échange "UE-MERCOSUR".

L. MOSTEFA explique qu'avec ce sujet Anderlecht est la première de la classe car, aujourd'hui, le risque est grand de voir se concrétiser cet accord de l'Union Européenne / Mercosur, cela dans la plus grande discrétion. Cet accord est critiqué car il induit des conséquences graves pour les Droits de l'Homme et pour les droits environnementaux, notamment pour l'utilisation massive de pesticides, ou encore le risque accru de déforestation qui pourrait accroître des zones cultivables. Cet accord UE / Mercosur est une insulte à tous les jeunes qui ont marché pour le climat et aux défenseurs des Droits de l'Homme et des droits environnementaux. Alors qu'on essaye de réduire l'impact énergétique et écologique, cet accord va dans le sens contraire où on échangerait des nourritures contre des véhicules pollués. Cet accord bafoue certaines valeurs de l'Union Européenne et, avec cet accord, on va peser davantage sur les consommateurs européens.

Si certains, dans ce Conseil communal, ont envie du manger du bœuf aux hormones ou de la volaille élevée en batterie, ou encore du miel rempli de pesticides, il invite à ne pas voter pour cette motion. Cet accord, outre l'impact écologique, outre l'impact social sur les travailleurs que ce soit du Mercosur ou de l'Europe, est un non-sens.

Par rapport à tout cela, L. MOSTEFA invite le Conseil communal à voter cette motion demandant à la Région bruxelloise de convaincre le Gouvernement fédéral de ne pas voter cet accord entre l'Union Européenne et les pays du Mercosur, et à déclarer Anderlecht comme la première Commune bruxelloise ne s'inscrivant pas dans cet accord de libre-échange Union-Européenne / Mercosur.

S. MOHAMMAD souligne les impacts locaux de ces accords. Les membres de la majorité « Ecolo / Groen » clament qu'Anderlecht soutient les producteurs locaux et l'économie circulaire de sorte qu'ils souhaitent favoriser les productions locales, qui ont une empreinte carbone bien plus faible et qui créent une plus-value sociale, économique et bénéfique pour la population bruxelloise et anderlechtoise.

L'importation des viandes, dans le cadre de ces accords Mercosur, constitue aussi une concurrence déloyale pour les abattoirs d'Anderlecht. Elle rappelle aussi que le Conseil communal a voté une motion « Climat ». Cet accord Mercosur semble contraire au « Green deal » local auquel la Commune a adhéré.

A. CRESPIEN dit que les interventions de L. MOSTEFA et S. MOHAMMAD résument bien les choses. Il y a des impacts à cet aspect de libre-échange. Tous ces accords ont la même logique et ont des impacts sur les droits sociaux et environnementaux, sur le changement climatique et sur les aspects sanitaires, ainsi que tous les aspects locaux pour Anderlecht. Voilà la raison pour laquelle il est pertinent pour notre Commune de déposer cette motion et de la soutenir. Le « PTB » soutient cette motion.

G. VERSTRAETEN zegt dat Anderlecht verklaart zich tot niet-deelnemend aan een vrijehandelsakkoord dat nog niet afgerond is. Laat men het wel wezen dat Anderlecht het nu wil- of niet, heeft daar strikt genomen niets aan te zeggen. Hij zou het interessant vinden

om te zien hoe de Gemeente zou proberen te verbieden aan Anderlechtse bedrijven om vrijhandel te doen met bedrijven van landen die lid zijn van Mercosur.

Het zou Anderlecht zuur opbreken in gerechtelijke procedures. Heel de basis van de motie is een beetje belachelijk. Men kan natuurlijk bezorgdheden hebben over klimaat en een aantal zaken maar het past, voor hem, in een bredere kader, waar het tegenwoordig modieus is om internationale vrijhandel aan te vallen, als zijnde de slechtste zaak die de Gemeente ooit is overkomen. Daarbij vergetende dat diezelfde internationale vrijhandel is ontstaan met het openen van internationale markten dat heeft toegestaan aan miljarden mensen op de planeet om uit de meest bittere armoede te geraken.

Hij is filosofisch voorstander van die internationale vrijhandel. Er mag zoveel afkomen als men wil, met hormonenvlees en andere horrorverhalen. Hij geeft een concreet tegenbeeld : het zal vermoedelijk vele malen beter zijn dat men inderdaad boeren blijven subsidiëren in Europa om bieten te kweken, om daar suiker van te maken, wat zo ongeveer de meest inefficiënte manier van suikerproductie is die nog bestaat op de planeet en waarbij men dus enorm veel intensieve landbouw moet doen om die bietensuiker in Europa te produceren, zodat men zeker niet teveel rietsuiker zou gebruiken die veel goedkoper en veel efficiënter is met minder milieu impact kan gemaakt worden in Zuid-Amerika, die daar in grote mate gemaakt wordt, en dus ervoor te zorgen dat de boeren in Zuid-Amerika hun product niet volgens eerlijke termen kunnen uitvoeren naar Europa. Iedereen wordt daar natuurlijk beter van. De consument die duurdere en inefficiënt geproduceerde suiker uit Europa moet betalen. De Zuid-Amerikaanse boeren die niet op eerlijke termen kunnen concurreren met die boeren die gesubsidieerd worden, die daar dus inkomsten bij derven en ook het Europees klimaat waar men enorm veel meer intensieve landbouw moet hebben, die in Europa eerder dan minder intensieve landbouw hebben in Zuid-Amerika om op inefficiënte gesubsidieerde manier hier suiker te produceren. Het verhindert economische ontwikkeling en hij stemt tegen de motie.

G. VAN GOIDSENHOVEN se dit sarcastiquement être un Anderlechtois comblé. A trois reprises, on lui a interdit la possibilité de s'exprimer par rapport à un plan de mobilité qui le concernait directement. Mais ici, on lui demande son avis sur le Mercosur. Quelle logique imparable ! C'est à l'image de tout ce que nous avons vécu ces derniers temps et il ne souhaite même pas entrer dans le débat car ce n'est pas l'endroit approprié. Il est minuit et demi et on veut initier un débat sur Mercosur ! Il faut faire les choses sérieusement : on fait venir un expert, on lit les documents car qui a réellement lu les documents proposés au Conseil ? Personne ! On se contente juste d'amener un papier qui est initié dans un quelconque cabinet.

Pourquoi alors ne pas avoir débattu du sort des femmes Iraniennes qui meurent par centaines ? Il a eu l'occasion de recevoir hier, avec un certain nombre de parlementaires, la cheffe de la résistance iranienne, une femme remarquable. On aurait pu avoir ce genre de débats et voter des motions sur tout ce que l'on veut, mais cela n'a pas de sens de faire cela ! Il y a d'autres instances à cet effet ; chacun doit rester à sa place. Il ne faut pas faire croire à une participation qui est illusoire, cela ne renforce en rien la démocratie. Quand il y a des sujets importants, comme ce gros projet de mobilité au square Albert 1<sup>er</sup>, le Conseil ne se voit même présenter le contenu. Cependant, on lui demande son avis sur le Mercosur ?

G. VANGOIDSENHOVEN n'offrira pas le cadeau à la majorité de voter contre, mais s'abs-tiendra tout simplement car il ne veut pas rentrer dans ce débat. Ce n'est pas l'endroit, ni

l'heure, ni de cette manière qu'on fait sérieusement les choses. Il faut perdre cette habitude, cela ne renforce en rien la lisibilité de ce que le Conseil est appelés à faire et le sérieux du travail qu'il doit déployer. Il faut arrêter avec cette pratique. La question de la protection de la forêt amazonienne est un sujet qui le touche et il ne pense pas qu'il y a eu beaucoup de personnes qui ont donné des moyens financiers pour pouvoir la protéger, mais faire usage de bons sentiments pour se couvrir et dire que l'on est dans une position morale extraordinaire est quelque chose d'inconcevable. Qu'on bannisse les produits à base de l'huile de palme, qu'on interdise d'acheter des articles chinois, qu'on fasse des choses utiles au départ.

Le philosophe Sénèque disait qu'il faut être utile là où on est. En ce qui concerne le Conseil, l'utile c'est ce qui touche les Anderlechtois. Il faut faire en sorte de rapprocher la décision réelle et de réellement pouvoir s'exprimer librement sur les sujets qui concernent directement les Anderlechtois. Qu'on laisse les Députés, les Sénateurs, les entités fédérées s'occuper des choses qui sont effectivement entre leurs mains. Tous ces grands textes et accords internationaux passent par tous les parlements. Il ne faut pas douter que les débats auront lieu, même au-delà de tout ceux qui peuvent avoir lieu dans la quasi-totalité des pays démocratiques, vu notre système institutionnel extrêmement complexe.

Il ne faut pas faire croire aux citoyens qu'Anderlecht aura un impact par rapport à cela, car c'est les tromper. G. VAN GOIDSENHOVEN espère à l'avenir être consulté sur des projets tels que « Good Move » qui nécessitent directement des débats, débats dont le Conseil a malheureusement été écarté et pour lequel il n'y a eu aucun vote.